Mobilité étudiante en Europe : ce qui bloque encore

Valérie Pécresse et Xavier Darcos ont tous des deux inscrit à leur emploi du temps le Conseil des ministres européens Education Jeunesse Culture qui se déroule à Bruxelles, le 21 novembre 2008. Au programme notamment, la mobilité et Erasmus mundus 2. Alors que les 27 pays de l'Union européenne tenteront de donner un second souffle à la mobilité des étudiants en Europe, nous publions un sondage exclusif sur Les jeunes et la mobilité en Europe : représentations, souhaits et pratiques (touteleurope.fr-Letudiant.fr) qui rappelle l'ampleur du défi.

Les 27 pays de l'Union européenne s'entendront-ils à Bruxelles sur une déclaration commune en faveur de la mobilité des jeunes en Europe ? Tel est en tout cas l'objectif de la ministre de l'Enseignement supérieur qui, dans le cadre de la présidence française de l'Union, souhaite un engagement de tous les partenaires à reconnaître une période à l'étranger (stage, séjour d'études…) comme « composante pleine et entière d'un cursus scolaire ». Un engagement à minima (sans objectif chiffré) au regard des blocages de la mobilité étudiante européenne.

Ces blocages sont encore mis en lumière par le sondage touteleurope.fr-letudiant.fr réalisé par l'IFOP et que nous publions en exclusivité et intitulé Les jeunes et la mobilité en Europe : représentations, souhaits, pratiques.

Des étudiants motivés mais bloqués par l'argent

Si deux tiers des sondés se déclarent prêts à partir étudier ou travailler dans l'Union, ils ne sont que 7 % à avoir déjà profité d'un programme universitaire Erasmus (soit quelques point de plus que la moyenne nationale, autour de 2 %). Parmi les obstacles à la mobilité, l'argent est, sans surprise, cité en priorité par plus d'un sondé sur deux (53 %). Suivent ensuite la barrière linguistique (19 %), les problèmes administratifs liés au changement de pays (10 %) ou encore le manque de motivation des jeunes à la mobilité (9 %). Quant aux avantages de la mobilité, 38 % des sondés mettent en avant l'ouverture culturelle. Viennent ensuite, pour seulement 21 %, les atouts pour la carrière. Une proportion qui tendrait à prouver que beaucoup reste à faire pour convaincre les étudiants de l'utilité d'une expatriation sur un CV. L'apprentissage d'une langue arrive juste derrière, avec 20 %.

Faible marge d'action pour la présidence française

Ces difficultés ont été longuement analysées lors du colloque à Nancy, organisé début novembre 2008 par la présidence française, Valérie Pécresse rappelant notamment que sur les 27 000 bourses Erasmus proposées par la France, 4000 n'avaient pas trouvé preneur. Mais pour que « la mobilité devienne la règle et non l'exception », selon les mots de la ministre, la présidence française a peu de marge d'action. Les Etats-membres restent souverains en matière éducative et le contexte économique actuel n'incite pas à des engagements contraignants pour les gouvernements.

Mieux financer les bourses de mobilité

Parmi les actions envisagées figurent la diversification des sources de financement - recours au Fonds social européen ou à la Banque européenne d'investissement ou encore au parrainage de bourses par des entreprises privées-, l'amélioration de la portabilité des bourses et aides sociales (pour ne pas pénaliser les étudiants les moins fortunés) ou la création de guichet unique pour informer les candidats au départ... Autre piste envisagée, notamment par Jan Figel, le commissaire européen en charge de l'éducation : « ouvrir les possibilité de mobilité individuelle dès le secondaire », dans l'idée de développer une culture de la mobilité le plus tôt possible. Au final, l'objectif de 3 millions de bénéficiaires du programme Erasmus (contre 2 millions d'ici 2010) prévu pour 2013, s'il reste d'actualité, semble peu assuré, à moins de mesures conséquentes… et rapides !

La méthodologie du sondage

Ce sondage a été réalisé du 7 au 12 novembre 2008 par l'IFOP pour Touteleurope.fr et letudiant.fr, sur un échantillon de 802 personnes, représentatif de la population française. Les sondés avaient entre 15 à 24 ans.

Mathieu Oui

20.11.08